



Déclaration liminaire au CHS-CT du 11 juin 2019

Monsieur le Président du CHS-CT,

Un groupe de travail a été réuni le 21 mai 2019 et à aucun moment il n'a été abordé la situation de la DDFiP 91 concernant les nouvelles implantations ou les structures allant disparaître.

Le 6 juin 2019, la nouvelle organisation des services des Finances Publiques dans le département de l'Essonne est communiquée aux agents par une simple carte publiée sur Ulysse 91 sans autre explication, sans concertation ou information en amont des organisations syndicales. Une DG méprisante ! La CGT Finances Publiques refuse d'accompagner les suppressions d'emploi et se refusent le démantèlement de la DGFIP, au plan national et local, et défendra tant les implantations que les missions et les droits et garanties des agents.

Ce CHSCT se tient dans un contexte local et national tendu et anxiogène pour tous les agents de la DGFIP. Nous vous rappelons que cette instance n'est pas uniquement une chambre d'enregistrement. Sa mission principale est de contribuer à la protection de la santé physique et psychologique et à la sécurité des personnels. ~~La santé vise à la fois la santé physique et mentale.~~ Il a pour rôle de mieux appréhender les conditions de travail au plus près du terrain, les écarts entre l'organisation prescrite et ce que vivent les agents au quotidien, les contraintes organisationnelles subies par les personnels ...

Nous rappelons la nécessaire consultation des CHSCT sur les aménagements importants liés aux projets de restructurations.

Comme promis, le projet Darmanin de «géographie revisitée» a explosé les structures façon puzzle et supprimé davantage d'implantations.

Aujourd'hui, aucun service n'est épargné par les restructurations, avec en prime un dialogue social qui se transforme pour la plupart du temps en «dialogue de sourds».

Les suppressions d'emplois amplifient les difficultés pour réaliser les missions, alourdissent les charges de travail, continuent à dégrader nos conditions de travail et aggravent considérablement les risques psychosociaux.

Très concrètement, l'organisation de l'administration telle qu'on la connaît aujourd'hui a explosé. Plus question d'une organisation républicaine, identique dans chaque département. Elle est modulée sur tout le territoire en fonction de « spécificités locales ».

La CGT exige l'abrogation de la géographie revisitée ainsi que le retrait du projet de loi sur la transformation de la Fonction publique. Nous demandons simplement de mettre fin à la liquidation de la DGFIP.

Nous réclamons le maintien des services de proximité de pleine compétence, permettant aux agents de travailler pour l'intérêt et la garantie du service public.

C'est l'administration façon puzzle : la fin des services de pleine compétence, une administration prétendument « moderne », tout numérique, mais surtout très loin des usagers.

Les différents mouvements sociaux ont montré le rejet de la politique du gouvernement qui n'a pour but que le transfert des missions au privé et la suppression d'emplois en masse.

A ce jour, de trop nombreuses inconnues existent sur ce qui va se passer dès le 1er janvier 2020. La seule chose dont nous sommes certains c'est qu'en 2020, comme en 2019, des postes vont continuer à être supprimés !

Enfin, nous dénonçons une nouvelle fois les funestes projets du gouvernement comprenant notamment la précarisation de l'emploi avec les contrats de mission, la diminution du pouvoir des CAP et la suppression des CHSCT, projets néfastes pour les agents publics. Pour nous, supprimer les CHSCT c'est mettre en danger nos conditions de travail !